

Gérard Couchez

Professeur émérite de l'Université Paris X – Nanterre
Doyen honoraire

Procédure civile

15^e édition

2008



Table des matières

Sommaire	V
Avant-propos	VII
Introduction	1
§ 1. Définition de la procédure civile	1
§ 2. Utilité et importance consécutive de la procédure civile	2
§ 3. Caractères de la procédure civile	2
§ 4. Sources de la procédure civile	3
A. Les textes	4
a) <i>L'évolution</i>	4
b) <i>Le pouvoir d'édicter des règles de procédure civile</i>	10
B. Les autres sources	10
§ 5. Application dans le temps des textes de procédure civile	11
§ 6. Plan général de l'ouvrage	12

PREMIÈRE PARTIE

LE CADRE DE LA JUSTICE CIVILE

TITRE I

L'ORGANISATION DE LA JUSTICE CIVILE

Section préliminaire. <i>Généralités</i>	15
A. L'interdiction faite au juge d'empiéter sur les pouvoirs législatif et exécutif	16
1° L'interdiction d'empiéter sur le pouvoir législatif	16
2° L'interdiction d'empiéter sur le pouvoir exécutif	17
B. La protection du juge contre les risques d'empiétements des pouvoirs législatif et exécutif, condition d'une justice indépendante	17

SOUS-TITRE I
LES JURIDICTIONS

Généralités	19
A. Composition des juridictions	19
1° Juridictions collégiales ou juridictions à juge unique ?	19
2° Juges de carrière ou juges « occasionnels » ?	20
B. Hiérarchie des juridictions	21
CHAPITRE 1. – Présentation des juridictions	23
Section I. <i>Les juridictions de droit commun</i>	23
§ 1. Les tribunaux de grande instance	23
A. Organisation des tribunaux de grande instance	24
B. Fonctionnement des tribunaux de grande instance	25
1° Les formations collégiales	25
2° Le tribunal statuant à juge unique	25
3° Le président du tribunal de grande instance	26
§ 2. Les cours d’appel	27
A. Organisation des cours d’appel	27
B. Fonctionnement des cours d’appel	28
1° Les différentes formations	28
2° Les fonctions des chefs de cour	28
Section II. <i>Les juridictions d’exception</i>	29
§ 1. Les tribunaux d’instance	29
§ 2. Les juridictions de proximité	30
§ 3. Les tribunaux de commerce	31
A. Organisation des tribunaux de commerce	33
B. Fonctionnement des tribunaux de commerce	34
1° Formations du tribunal de commerce	34
2° Le président du tribunal de commerce	34
§ 4. Les conseils de prud’hommes	34
A. Organisation des conseils de prud’hommes	35
B. Fonctionnement des conseils de prud’hommes	36
1° Formations ayant à connaître des conflits individuels du travail ...	36
2° Assemblée générale	37
§ 5. Les juridictions de sécurité sociale	37
§ 6. Les juridictions compétentes en matière de baux	38
1° Louage d’immeubles à usage d’habitation ou professionnel	39
2° Louage d’immeubles à usage commercial, artisanal ou industriel ...	39
3° Louage d’immeubles ruraux	39
Section III. <i>La Cour de cassation</i>	39
§ 1. Organisation de la Cour de cassation	41
§ 2. Fonctionnement de la Cour de cassation	42
A. Formations simples	42

B. Formations complexes	44
1° Chambre mixte	44
2° Assemblée plénière	44
C. Formations particulières	45
CHAPITRE 2. – Compétence des juridictions	47
Section I. <i>Les règles de compétence</i>	47
Sous-section 1. <i>La compétence d'attribution</i>	48
§ 1. La compétence d'attribution des juridictions de droit commun	48
A. Tribunal de grande instance	48
1° Règles générales de compétence du tribunal	48
a) <i>Compétence de principe du tribunal de grande instance</i>	49
b) <i>Compétence exclusive du tribunal de grande instance</i>	50
2° « Compétence » de la chambre du conseil	52
3° Tribunal de grande instance statuant à juge unique	53
4° Pouvoirs du président du tribunal de grande instance	53
a) <i>Le président du tribunal, juge des référés</i>	53
b) <i>Le président du tribunal, juge des requêtes</i>	62
c) <i>Le président du tribunal, juge de l'exécution</i>	63
B. Cour d'appel	64
§ 2. La compétence d'attribution des juridictions d'exception	65
A. Tribunal d'instance	66
1° Compétence de principe	66
2° Compétences spéciales	67
a) <i>Compétence sans limitation de l'intérêt en jeu, mais à charge d'appel</i>	67
b) <i>Compétence en dernier ressort jusqu'à 4 000 euros, à charge d'appel au-dessus ou quand le montant de l'intérêt en jeu est indéterminé</i>	68
c) <i>Compétence en dernier ressort</i>	68
B. Juridiction de proximité	69
C. Tribunal de commerce	70
1° Compétence du tribunal lui-même	70
a) <i>Principe général</i>	71
b) <i>Règles particulières de compétence</i>	72
2° Pouvoirs du président du tribunal de commerce	72
D. Conseil de prud'hommes	73
1° Compétence du conseil de prud'hommes lui-même	73
a) <i>Principe</i>	73
b) <i>Limites</i>	74
2° Référé prud'homal	75
a) <i>Qui est juge des référés ?</i>	75
b) <i>Quelles mesures peuvent être prises en référé ?</i>	75
c) <i>Quelle est l'autorité des décisions prises ?</i>	76
§ 3. L'évaluation du montant de l'intérêt en jeu	76
A. Détermination du montant de l'intérêt en jeu	76
B. Caractère indéterminé du montant de la demande	78

<i>Sous-section 2. La compétence territoriale</i>	78
§ 1. Règles générales	79
A. Le principe	79
B. Les dérogations	81
1° Compétence d'un tribunal déterminé	81
2° Options de compétence	82
§ 2. Règles particulières	84
<i>Sous-section 3. L'étendue de la compétence</i>	86
§ 1. L'étendue de la compétence des juridictions de droit commun	86
§ 2. L'étendue de la compétence des juridictions d'exception	88
<i>Section II. Les caractères et sanctions des règles de compétence</i>	90
<i>Sous-section 1. La distinction entre compétence d'intérêt général</i> <i>et compétence d'intérêt privé</i>	90
§ 1. La distinction dans le cadre de la compétence d'attribution	90
§ 2. La distinction dans le cadre de la compétence territoriale	91
<i>Sous-section 2. Les conséquences de la distinction</i>	92
§ 1. La prorogation de compétence	92
§ 2. La sanction des règles de compétence	93
I. Règlement des incidents relatifs à la compétence de la juridiction saisie	94
A. Conditions dans lesquelles l'incompétence est soulevée	94
1° L'incompétence soulevée par l'une des parties	94
2° L'incompétence relevée d'office par le juge	95
B. Décision sur la compétence et voies de recours	97
Première hypothèse. Le juge statue sur la compétence sans statuer sur le fond du litige	97
a) <i>Le contredit</i>	98
b) <i>L'arrêt rendu sur contredit</i>	100
Deuxième hypothèse. Le juge se déclare compétent et statue sur le fond	101
a) <i>L'appel</i>	102
b) <i>L'arrêt rendu sur appel</i>	102
II. Règlement des incidents fondés sur la litispendance ou la connexité	103

SOUS-TITRE 2

LE PERSONNEL JUDICIAIRE

CHAPITRE 1. – Les magistrats	107
Section I. <i>Recrutement des magistrats</i>	113
<i>Sous-section 1. Recrutement des magistrats du corps judiciaire</i>	113
§ 1. Recrutement par concours	113
§ 2. Recrutement sur titres	115
<i>Sous-section 2. Recrutement des juges de proximité</i>	116

Section II. <i>Les magistrats du siège</i>	118
§ 1. Protection du juge	118
A. L'inamovibilité	118
B. L'avancement	119
§ 2. Protection des justiciables	119
A. Mesures préventives	120
1° Incompatibilités	120
2° Incapacités	121
B. Sanctions	123
1° Sanctions disciplinaires	123
2° Responsabilité des magistrats	124
Section III. <i>Les magistrats du parquet (« le ministère public »)</i>	125
§ 1. Organisation du ministère public et statut des magistrats du parquet	126
A. Composition du ministère public	126
B. Caractères du ministère public	126
C. Statut des magistrats du parquet	128
§ 2. Attributions du ministère public	129
A. La distinction	130
B. Les conséquences de la distinction	130
C. L'application de la distinction	131
1° Le ministère public, partie jointe (voie de réquisition)	131
2° Le ministère public, partie principale (voie d'action)	132
CHAPITRE 2. – Les auxiliaires de la justice	133
Section I. <i>Les avocats</i>	133
§ 1. Organisation de la profession	135
A. Accès à la profession	135
B. Organisation des barreaux et représentation de la profession	137
C. Statut de l'avocat et exercice de la profession	138
1° Droits et obligations	138
2° Modes d'exercice de la profession	140
3° Régime disciplinaire	142
§ 2. Attributions de l'avocat	143
A. Domaine des attributions de l'avocat	144
1° Fonction d'assistance	144
2° Fonction de représentation	144
B. Limites des attributions de l'avocat	147
Section II. <i>Les officiers ministériels</i>	147
§ 1. Les avoués près les cours d'appel	148
§ 2. Les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation	149
§ 3. Les huissiers de justice	149

Section III. <i>Les autres auxiliaires de la justice civile</i>	150
§ 1. Les greffiers	150
§ 2. Les administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises	151
§ 3. Les conciliateurs de justice	151
§ 4. Les médiateurs	152
§ 5. Les assistants de justice	153
 TITRE II	
LES NOTIONS FONDAMENTALES DE PROCÉDURE	
CHAPITRE 1. – L'action en justice	157
Section I. <i>Les conditions d'existence du droit d'action</i>	159
§ 1. L'intérêt	159
A. La légitimité de l'intérêt	159
B. L'intérêt né et actuel	160
C. L'intérêt personnel et direct	161
§ 2. La qualité	164
Section II. <i>La concrétisation du droit d'action</i>	166
§ 1. Les demandes	166
A. Les différentes catégories de demandes	166
B. Les effets de la demande en justice	168
§ 2. Les moyens de défense	170
A. La défense au fond	170
B. L'exception de procédure	171
C. La fin de non-recevoir	172
Section III. <i>Les classifications des actions</i>	175
§ 1. Actions réelles, personnelles et mixtes	175
§ 2. Actions mobilières et actions immobilières	175
§ 3. Actions possessoires et actions pétitoires	176
A. La distinction	177
B. Régime juridique des actions possessoires	178
1° Règles communes	178
a) <i>Nécessité d'une possession ou d'une détention paisible</i>	178
b) <i>Délai d'exercice des actions possessoires</i>	178
c) <i>Non-cumul du possessoire et du pétitoire</i>	179
2° Règles particulières	180
a) <i>La complainte</i>	180
b) <i>La dénonciation de nouvel œuvre</i>	180
c) <i>La réintégrande</i>	180
CHAPITRE 2. – Les actes de procédure	183
Section I. <i>La rédaction des actes de procédure</i>	183

Section II. <i>La notification des actes de procédure</i>	185
§ 1. Règles fondamentales du droit des significations	187
A. Destinataire demeurant en France métropolitaine ou dans un département d'outre-mer	187
1° Signification à personne	188
2° Signification à domicile (ou à résidence)	188
B. Destinataire sans domicile, ni résidence, ni lieu de travail connus	190
C. Destinataire demeurant dans une collectivité d'outre-mer ou en Nouvelle-Calédonie	191
D. Destinataire demeurant à l'étranger	192
§ 2. Application des règles en matière de signification à des personnes morales	193
Section III. <i>Sanctions des irrégularités affectant les actes de procédure</i>	195
§ 1. Les deux catégories de nullités	195
A. Nullité pour vice de forme	196
1° Conditions de la nullité	196
a) <i>Évolution des solutions</i>	196
b) <i>Droit positif</i>	197
2° Mise en œuvre de la nullité	199
B. Nullité pour irrégularité de fond	200
1° Cas de nullités	200
2° Mise en œuvre de la nullité	202
§ 2. Les effets de la nullité	203
§ 3. La régularisation de l'acte	204
CHAPITRE 3. – Les délais de procédure	205
Section I. <i>Computation des délais</i>	206
§ 1. Point de départ et échéance du délai	206
§ 2. Prise en considération des samedis, dimanches, jours fériés et chômés	208
Section II. <i>Modification éventuelle des délais</i>	208
§ 1. Modification des délais en raison de la distance	209
§ 2. Modification des délais par le juge	210
Section III. <i>Sanctions de l'inobservation des délais</i>	210
CHAPITRE 4. – Les actes des juges	213
Section I. <i>Les actes juridictionnels</i>	213
§ 1. Les critères de l'acte juridictionnel	213
§ 2. Les effets de l'acte juridictionnel	215
Section II. <i>Les actes non juridictionnels</i>	218
§ 1. Les décisions gracieuses	218
§ 2. Les mesures d'administration judiciaire	220

DEUXIÈME PARTIE
L'INSTANCE CIVILE

TITRE I
NOTIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1. – Le rapport juridique d’instance	225
Section I. <i>Les parties à l’instance</i>	226
§ 1. Capacité des parties	227
§ 2. Représentation des parties	227
A. Représentation dans l’exercice de l’action	228
1° Nécessité d’un pouvoir	228
2° Désignation du représenté dans les actes de la procédure	228
B. Représentation dans l’accomplissement des actes de procédure (ou représentation « <i>ad litem</i> »)	229
Section II. <i>La matière de l’instance</i>	231
§ 1. L’objet de la demande	232
§ 2. La cause de la demande	232
CHAPITRE 2. – Les principes directeurs de l’instance	235
Section I. <i>Rôles respectifs du juge et des parties</i>	235
§ 1. Prerogatives des parties	237
A. Introduction de l’instance	237
B. Fixation du cadre de l’instance et administration de la preuve	238
C. Fin de l’instance	238
§ 2. Pouvoirs du juge	239
A. Conduite de l’instance	239
B. Matière de l’instance	240
1° Les faits	240
2° Le droit	241
Section II. <i>Principe de la contradiction</i>	244
§ 1. La contradiction et les parties	246
A. Début de l’instance	246
1° Information relative à l’existence d’une procédure	246
2° Observation des délais de comparution	246
B. Déroulement de l’instance	247
1° Liberté de porter à la connaissance du juge tous éléments estimés utiles	247
2° Les communications	248
§ 2. La contradiction et le juge	248
A. Garantie « immédiate » par le juge du respect de la contradiction	249
B. Garantie de la contradiction par la possibilité d’un recours	251
§ 3. La contradiction et le ministère public	251

TITRE II
LE DÉROULEMENT DE L'INSTANCE

SOUS-TITRE I
LA PROCÉDURE DÉGAGÉE D'INCIDENTS

CHAPITRE 1. – **La procédure contradictoire** 259

 Section I. *Procédure devant le tribunal de grande instance* 259

 § 1. Procédure de droit commun 259

 I. L'introduction de l'instance 259

 A. L'assignation 259

 1° Les formes de l'assignation 260

 2° Les conséquences de l'assignation 262

 B. La saisine du tribunal 262

 1° La formalité de saisine 262

 2° Les suites de la saisine 263

 II. L'instruction : la mise en état de l'affaire 264

 A. Le rôle des parties 265

 B. Le juge de la mise en état 266

 1° Pouvoirs relatifs à l'audition et à la conciliation des parties 267

 2° Pouvoirs permettant un contrôle actif du bon déroulement
 de l'instruction 268

 3° Pouvoirs relatifs au règlement de certains incidents 269

 a) *Domaine de la compétence du juge de la mise en état
 quant aux incidents* 270

 b) *Décisions du juge de la mise en état et voies de recours* 271

 4° Pouvoir d'ordonner la clôture de l'instruction 272

 III. L'audience 276

 A. Hypothèse normale : l'audience des plaidoiries 277

 1° Les principes gouvernant le déroulement des débats 277

 a) *Publicité des débats* 277

 b) *Oralité des débats* 279

 2° La clôture des débats 282

 B. Dérogation : la suppression de l'audience des plaidoiries 284

 § 2. Procédures spéciales 285

 I. Procédures spéciales devant le tribunal 285

 A. Procédures dont l'utilisation suppose un accord des parties 285

 1° La requête conjointe 285

 2° La procédure devant le tribunal statuant à juge unique 287

 B. Procédures accélérées 288

 1° La procédure d'urgence à jour fixe 288

 a) *L'assignation à jour fixe* 289

 b) *La procédure consécutive* 289

 2° Le renvoi à l'audience 290

II. Procédures spéciales devant le président du tribunal	291
A. Procédure de référé	292
B. Procédure des ordonnances sur requête	294
C. Procédure devant le « juge de l'exécution »	295
Section II. <i>Procédures devant les juridictions d'exception</i>	296
§ 1. Procédure devant le tribunal d'instance et la juridiction de proximité	296
A. Procédure ordinaire	297
1° La tentative de conciliation	297
a) <i>Tentative préalable de conciliation devant un conciliateur de justice</i>	298
b) <i>Tentative préalable de conciliation devant le juge</i>	299
2° L'instance contentieuse	300
a) <i>L'instance introduite par une assignation à toutes fins</i>	300
b) <i>L'instance introduite par requête conjointe ou par présentation volontaire des parties</i>	301
c) <i>L'instance introduite par déclaration au greffe</i>	302
B. Procédures particulières	302
a) <i>La procédure d'injonction de payer</i>	302
b) <i>La procédure d'injonction de faire</i>	305
c) <i>Les ordonnances sur requête (juge d'instance)</i>	306
d) <i>Les ordonnances de référé (juge d'instance)</i>	306
§ 2. Procédure devant le tribunal de commerce	307
A. Procédure devant le tribunal lui-même	307
1° L'introduction de l'instance	307
a) <i>L'assignation</i>	307
b) <i>La requête conjointe</i>	308
c) <i>La présentation volontaire des parties</i>	308
2° La procédure consécutive	308
B. Procédures devant le président du tribunal	310
1° Procédure de référé	310
2° Procédure des ordonnances sur requête	310
3° Procédure d'injonction en vue du recouvrement de créances commerciales	310
§ 3. Procédure devant le conseil de prud'hommes	311
A. Procédure normale	311
1° Phase de saisine de la juridiction prud'homale	311
2° Tentative de conciliation et suites immédiates	313
3° Phase de jugement	316
B. Référé prud'homal	316
§ 4. Procédure applicable en matière de baux	317
CHAPITRE 2. – La procédure par défaut	319
Section I. <i>Défaut de comparution de l'une des parties</i>	320
§ 1. Défaut de comparution du demandeur	320

§ 2. Défaut de comparution du défendeur	321
A. Défendeur unique	322
B. Pluralité de défendeurs	322
Section II. <i>Défaut d'accomplissement des actes</i> <i>de la procédure après comparution</i>	323
CHAPITRE 3. – La procédure en matière gracieuse	325

SOUS-TITRE 2

LES INCIDENTS DE PROCÉDURE

CHAPITRE 1. – Les incidents relatifs à la preuve	331
Section I. <i>Les incidents concernant les pièces et documents</i>	331
§ 1. Production et obtention de pièces	331
A. Conditions de l'obligation de produire	332
1° Demande de l'une des parties au procès	333
2° Absence d'empêchement (ou de « motif ») légitime	333
3° Décision du juge	334
B. Exécution de la décision ordonnant la production	335
§ 2. Communication des pièces	335
§ 3. Contestations relatives à la preuve littérale	337
A. Les contestations relatives aux actes sous seing privé	338
1° La vérification d'écriture	339
a) <i>L'incident de vérification</i>	339
b) <i>La vérification d'écriture demandée à titre principal</i>	340
2° Le faux	340
a) <i>L'incident de faux</i>	340
b) <i>Le faux demandé à titre principal</i>	340
B. L'inscription de faux contre les actes authentiques	341
1° L'inscription de faux incidente	341
2° L'inscription de faux principale	342
Section II. <i>Les mesures d'instruction</i>	342
<i>Sous-section 1. Les règles générales applicables</i> <i>aux mesures d'instruction</i>	343
§ 1. Les décisions ordonnant les mesures d'instruction	343
A. Conditions dans lesquelles peut être ordonnée une mesure d'instruction	343
B. Régime de la décision relative à une mesure d'instruction	346
§ 2. L'exécution des mesures d'instruction	347
A. Le contrôle de l'exécution	347
B. Le déroulement des opérations	348
§ 3. Les nullités susceptibles de frapper des décisions et actes d'exécution relatifs aux mesures d'instruction	350
<i>Sous-section 2. Les différentes mesures d'instruction</i>	350
§ 1. Les vérifications personnelles du juge	350

§ 2. La comparution personnelle des parties	352
A. Procédure	352
B. Conséquences de l'attitude des parties	353
§ 3. Les déclarations des tiers	354
A. Les attestations	355
B. L'enquête	355
1° Règles générales applicables aux deux formes d'enquête	356
2° Règles propres à l'enquête ordinaire	358
a) Détermination des faits à prouver, du mode et du calendrier de l'enquête	358
b) Désignation et convocation des témoins	359
3° L'enquête sur-le-champ	360
§ 4. Les mesures d'instruction exécutées par un technicien	360
A. Dispositions communes	361
1° Rôle et pouvoirs du juge	361
2° Règles relatives au technicien	363
B. Dispositions propres à chaque type de mesures d'instruction exécutées par un technicien	365
1° Les constatations	365
2° La consultation	366
3° L'expertise	366
a) La décision ordonnant l'expertise et ses suites immédiates	366
b) Le déroulement de l'expertise	368
c) Les résultats de l'expertise	370
Section III. <i>Le serment judiciaire</i>	371
CHAPITRE 2. – Les incidents relatifs à l'instance	373
Section I. <i>Les incidents relatifs à la modification des éléments du rapport juridique d'instance</i>	373
§ 1. Modification des éléments objectifs de l'instance	373
§ 2. Modification des éléments subjectifs de l'instance	374
A. L'intervention volontaire	375
B. L'intervention forcée	375
Section II. <i>Les incidents d'instance</i>	376
§ 1. Les jonction et disjonction d'instances	377
§ 2. L'interruption de l'instance	377
§ 3. La suspension de l'instance	379
A. Le sursis à statuer	379
B. La radiation de l'affaire	380
C. Le retrait du rôle	381
§ 4. L'extinction de l'instance	382
A. La péremption d'instance	382
B. Le désistement d'instance	387

C. La caducité de la citation	389
D. L'acquiescement	389
CHAPITRE 3. – Les incidents relatifs au personnel judiciaire	393

TITRE III

LE JUGEMENT

CHAPITRE 1. – Les différentes catégories de jugements	397
CHAPITRE 2. – L'élaboration des jugements et formalités postérieures	401
Section I. Rédaction et prononcé du jugement	402
Section II. Sanction des règles d'élaboration du jugement	404
Section III. Notification du jugement	405
CHAPITRE 3. – La force exécutoire des jugements	411
Section I. Les conditions de la force exécutoire des jugements	412
Section II. Les obstacles à l'exécution des jugements	413
Section III. L'exécution provisoire	414
§ 1. Les conditions de l'exécution provisoire	415
§ 2. La protection du plaideur contre lequel l'exécution provisoire est ordonnée	417
A. La constitution d'une garantie par le bénéficiaire de l'exécution provisoire	417
B. La consignation émanant de la partie contre laquelle l'exécution provisoire a été ordonnée	417
CHAPITRE 4. – Les frais de justice	419
Section I. Les dépens	419
§ 1. Les éléments des dépens	419
§ 2. La charge des dépens	421
§ 3. Le règlement des dépens	421
Section II. L'aide juridictionnelle	423

TITRE IV

LES VOIES DE RECOURS

CHAPITRE 1. – Les dispositions communes aux diverses voies de recours	429
----------------------------------------------------------------------------	-----

CHAPITRE 2. – Les voies ordinaires de recours	433
Section I. <i>L'appel</i>	433
§ 1. Les conditions de l'appel	434
A. Conditions de fond de l'appel	434
1° Les jugements susceptibles d'appel	434
2° Les parties à l'instance d'appel	435
a) <i>Les personnes parties à la première instance</i>	436
b) <i>Les possibilités d'intervention en cause d'appel</i>	437
B. Conditions de forme de l'appel	439
C. Délai de l'appel	440
§ 2. Les conséquences de l'appel	441
A. L'effet dévolutif	441
1° Le principe	441
2° Les limites de l'effet dévolutif	443
a) <i>La règle de l'interdiction des demandes nouvelles</i>	443
b) <i>Les exceptions à l'interdiction des demandes nouvelles</i>	444
B. L'évocation	446
§ 3. La procédure d'appel	447
A. Procédure ordinaire	447
B. Procédures particulières	450
1° Procédures particulières en matière contentieuse	450
a) <i>L'appel par requête conjointe</i>	450
b) <i>Procédure de renvoi à l'audience</i>	451
c) <i>Procédure à jour fixe</i>	451
d) <i>La procédure sans représentation obligatoire</i>	452
2° Procédure en matière gracieuse	454
3° Procédures devant le premier président	454
Section II. <i>L'opposition</i>	457
§ 1. Les conditions de l'opposition	457
§ 2. Les effets de l'opposition	458
CHAPITRE 3. – Les voies extraordinaires de recours	461
Section I. <i>La tierce opposition</i>	461
§ 1. Les conditions de la tierce opposition	462
A. Décisions susceptibles de tierce opposition	462
B. Personnes pouvant former tierce opposition	463
1° La qualité de tiers	463
2° L'existence d'un intérêt	464
C. Délai de la tierce opposition	464
§ 2. Compétence et procédure en matière de tierce opposition	465
§ 3. Les effets de la tierce opposition	466
Section II. <i>Le recours en révision</i>	467
§ 1. Les conditions du recours en révision	467
§ 2. La procédure du recours en révision	468

Section III. <i>Le pourvoi en cassation</i>	469
§ 1. Les conditions du pourvoi	470
A. Conditions relatives aux décisions attaquées	470
1° Décisions susceptibles de pourvoi	470
2° Signification de la décision attaquée	471
B. Personnes pouvant former un pourvoi	472
C. Cas d'ouverture du pourvoi	472
1° La violation de la loi	472
2° L'incompétence	473
3° L'excès de pouvoir	473
4° La contrariété de jugements	473
5° L'inobservation des formes	474
6° La perte de fondement juridique	474
D. Délai du pourvoi	474
§ 2. Les conséquences du pourvoi	475
A. Effets du pourvoi	475
B. Procédure devant la Cour de cassation	477
1° Procédure ordinaire	477
2° Procédures particulières	479
§ 3. L'arrêt de la Cour de cassation	480
A. L'arrêt de rejet	481
B. L'arrêt de cassation	481
Index alphabétique	485